

Voilà qui vient appuyer la décision de notre gouvernement de mettre en oeuvre la taxe sur les produits et services. Dans le cas d'une industrie qui connaît des difficultés passagères, la déclaration de M. Harrigan est encourageante.

Bien plus, malgré la situation dans laquelle se trouve l'industrie, M. Harrigan va jusqu'à prédire le rétablissement de l'industrie automobile dès l'an prochain, favorisé en partie par la mise en oeuvre de la TPS.

Malgré les prédictions pessimistes des députés d'en face, il est rassurant de voir quelqu'un du calibre de M. Harrigan confirmer que notre gouvernement est effectivement engagé dans la bonne voie. . .

M. le Président: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

CANSO, EN NOUVELLE-ÉCOSSE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Samedi dernier, 5 000 personnes se sont rendues à Canso, en Nouvelle-Écosse, pour manifester le mécontentement que leur inspire l'inaction du gouvernement face à la crise qui frappe Canso et d'autres localités semblables. Aujourd'hui, un groupe d'études de cette localité est à Ottawa pour réclamer une aide véritable.

Il y a quelques semaines, le premier ministre a soutenu qu'il n'y avait pas de crise dans la région de l'Atlantique, mais seulement dans le secteur des pêches, comme si la situation de ce secteur n'avait pas de répercussions sur l'ensemble de l'économie.

Ma question est la suivante: quelle aide réelle le gouvernement annoncera-t-il pour Canso aujourd'hui ou maintiendra-t-il, contre tout bon sens, qu'il n'y a pas de crise dans cette région? La population de l'Atlantique mérite pourtant mieux.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, bien sûr qu'il y a une crise dans le secteur des pêches du Canada atlantique, comme le premier ministre l'a dit récemment à la Chambre.

Questions orales

Le gouvernement du Canada travaille de concert avec l'industrie et les collectivités en cause afin de trouver le meilleur moyen de surmonter cette crise pour de bon. Il ne suffit pas de manifestations d'indignation momentanée, comme celle à laquelle le NPD et son indispensable guide ont participé par opportunisme à Canso samedi dernier.

Un groupe de travail de Canso est ici à Ottawa et rencontrera des représentants du gouvernement.

Nous continuons de chercher une solution à long terme aux problèmes qu'éprouve le secteur des pêches de la région de l'Atlantique. Nous avons l'intention de prendre des mesures qui auront pour effet d'améliorer la situation de ce secteur d'activité, comme nous l'avons fait pour d'autres industries de cette importante partie du pays.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, comment le ministre peut-il ne pas comprendre que les 5 000 personnes qui se sont réunies à Canso samedi dernier exprimaient plus qu'une indignation momentanée, comme il le dit, mais leur profond désespoir devant l'inaction du gouvernement?

Le premier ministre a déclaré à la Chambre le mois dernier que son gouvernement avait présenté des programmes aussi généreux que ceux destinés aux agriculteurs de l'Ouest, et qu'il allait continuer de le faire. Le gouvernement n'en a encore rien fait. Je pose encore une fois la question au ministre: quand le gouvernement fera-t-il bénéficier les pêcheurs de l'Atlantique du genre de programme qu'il a offert aux agriculteurs de l'Ouest?

La réponse du gouvernement à l'indignation sera-t-elle aussi sotte que celle du ministre, ou va-t-il agir concrètement pour donner à la région de l'Atlantique le même genre de programme qu'aux agriculteurs de l'Ouest? Si oui, pourquoi ne l'annonce-t-il pas aujourd'hui pendant que le groupe de travail de Canso est ici, à Ottawa?

• (1420)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, si le chef de l'opposition s'intéresse sérieusement à la question, il n'ignore pas que, après consultations, l'entreprise, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ont conclu une entente qui assurera l'établissement de 300 emplois à temps partagé.

Des voix: Oh, oh!